

la situation en France n'est pas identique à celle de la Belgique. La « déflation » de Laval, continuant l'œuvre de Doumergue et Flandin, a très sérieusement atteint le prolétariat, mais une dévaluation y est cependant encore possible malgré les difficultés considérables qu'elle peut entraîner en France. N'oublions pas qu'il s'agit du pays de l'emprunt public, des petits rentiers, de l'usurier des pays balkaniques.

De toute façon, la situation nous paraît consister dans le dilemme suivant : ou nous vivons une phase qui mène immédiatement vers la guerre et, alors la dévaluation pourrait être remplacée par cette destruction de capitaux et d'ouvriers, ou bien les circonstances de la situation internationale feront passer la France par la phase de la dévaluation monétaire. Ce qui est certain, c'est que la bourgeoisie ne sait pas encore le chemin qu'elle suivra, si c'est Laval ou le Front Populaire qu'elle chargera de défendre ses intérêts, ce qui d'ailleurs est secondaire. Dans notre dernière chronique, nous posons le problème : sommes-nous à la veille d'une modification de la situation. Nous le présumons en faisant néanmoins remarquer que la modification essentielle s'était cependant déjà opérée avec les décrets-lois réglementant les manifestations publiques, les premières mesures contre les ligues — en réalité contre le prolétariat — la position du Front appelant les ouvriers à réclamer des mesures aussi bien contre les ligues que contre eux. Les radicaux, dont l'interpellateur de mardi 10 décembre, M. Rucart, sont très précis à ce sujet. Il s'agit d'interdire toutes les organisations de guerre civile, aussi bien de droite que de gauche et ce qui plus est, d'interdire les réunions privées constituant un danger pour la République. Apparemment tout cela porte sur les organisations des Croix de Feu, mais, en réalité, il faut y voir des mesures de militarisation de la vie civile, desquelles le Front Populaire est le plus ardent partisan, dirigées contre le prolétariat.

Enfin, il convient encore de mettre en évidence le fait suivant : le front populaire a frappé le prolétariat dans sa volonté de lutte aussi profondément que n'aurait pu le faire la violence fasciste. Les ouvriers acclameront demain les mesures contre les ligues — si éventuellement la Chambre les adoptent — bien qu'elles soient dirigées contre eux et peut-être bien contre les tentatives clandestines d'ouvriers révolutionnaires pendant la période de guerre. Les réunions « privées » portant atteintes à la république seront également frappées, disent les radicaux appuyés par le Front Populaire. Ne retenons donc que la substance des choses et non leur forme : en France le Front Populaire qui n'est pas le fascisme en a rempli la fonction de classe. Et que Laval reste au gouvernement ou qu'un gouvernement de « gauche » lui succède, qu'il y ait la dévaluation ou la continuation de la déflation. Les cartes sont jouées et le capitalisme marque des points.

Ainsi, au point de vue politique la situation française est plus avancée que ne l'était la Belgique avant la dévaluation. C'est sous son signe que le prolétariat qui pourtant avait été rassemblé derrière le Plan de Man, mais qui cependant menaçait de déclencher des batailles de classe, se désagrège alors que les socialistes agitaient le mythe de la rénovation nationale. C'est dans la puissance économique même de la France qu'il faut trouver l'explication de cette différence entre les deux pays. Malgré cela nous sommes à un carrefour des situations, le tout est de savoir si c'est la situation internationale qui tranchera l'indécision dans la direction de Laval ou si, après la discussion sur les ligues, s'effectuera une manœuvre de dévaluation avec toute la parade de gauche nécessaire. Un élément est cependant déjà significatif : lors des discussions parlementaires la majorité des députés radicaux qui, à Wagram, tempêta contre l'œuvre de Laval, s'est rangée derrière lui, après l'incartade de la commission des Finances, qui n'était qu'un symptôme plutôt passager de leur opposition à la « déflation ». Demain, si les intérêts du capitalisme l'exigent, ils paraderont au

nom de la défense de la République avec socialistes et centristes pour couvrir de nouvelles manœuvres.

Ce qui paraît acquis, c'est bien le fait que même si la politique actuelle de Laval, de « baisse du coût de la vie », de compression des salaires et de dégrèvements fiscaux (à l'avantage des capitalistes) se poursuit, ou si c'est l'autre politique de la dévaluation qui débutera, les mesures sont prises, seront renforcées après le débat sur les ligues, pour immobiliser les ouvriers, empêcher des rassemblements vraiment de classe et dirigés contre la bourgeoisie. Et la droite bourgeoise, les gauches, les socialistes, les centristes qui s'affrontent avec tant de sérieux pour brouiller la tête des ouvriers avec des problèmes monétaires qui ne sont que des instruments de manœuvre de la machine économique de la bourgeoisie, tous se retrouveront derrière les coulisses pour étrangler, au son de la Marseillaise et pour la défense de la République, le prolétariat et ses organisations de classe.

Le capitalisme français évolue vers la guerre impérialiste, telle est la signification des données du dilemme monétaire que l'on pose aujourd'hui en France pour étouffer jusqu'aux traces du front où luttent les classes.

Les réfugiés politiques italiens dans la Russie Soviétique

Nos lecteurs connaissent le cas Calligaris dont nous résumons ici les termes essentiels, en faisant un vif appel aux groupes communistes des autres pays pour qu'ils s'efforcent d'en soulever l'importance auprès des ouvriers. Après cinq années de déportation en Italie, il s'évade et aussitôt arrivé à l'étranger, il accepte la proposition qui lui est faite par les dirigeants centriste italiens de se rendre en Russie, afin de constater de visu la réalité dans ce pays et en retirer des conclusions politiques pour la lutte prolétarienne à laquelle Calligaris a dédié sa vie. Ce qui était un besoin de connaître chez Calligaris représentait en même temps, pour les centristes, une tentative de bonne affaire. Ces derniers connaissant les opinions de Calligaris, qui a toujours milité dans la gauche du parti italien, escomptaient pouvoir indirectement miner sa conscience politique et l'attirer dans un guet-apens : après une série ininterrompue de souffrances Calligaris se serait sans doute laissé emporter par le besoin de repos et de tranquillité, dont la satisfaction n'aurait été possible qu'au travers d'une capitulation politique. Le marché ne réussit pas et Calligaris, à l'encontre de bien d'autres militants, resta fidèle à ses conceptions. Alors, sous l'instigation du centrisme italien, les autorités soviétiques commencent leur œuvre de persécution. C'est d'abord un ex-anarchiste acheté par le centrisme et récemment acheté par le fascisme, Baldini, qui amorce une campagne de diffamation, c'est ensuite — à l'occasion du meurtre de Kirov — l'arrestation se terminant par une condamnation à quatre années de déportation en Sibérie.

Les centristes italiens, dans une de leurs réponses à la campagne menée par notre fraction, ont produit une lettre de Calligaris où celui-ci rétracte ses affirmations politiques antérieures et — avec un cynisme qui le dispute au bourreau fasciste — ont affirmé qu'enfin le tout se réduisait à ceci : Calligaris avait été envoyé travailler en Sibérie, où, bien évidemment, il vivait en des conditions parfaitement « socialistes ». Mais s'il était vrai que Calligaris avait abandonné réellement ses conceptions politiques pourquoi donc ne le libérait-on pas ? Pourquoi ne pas lui permettre